

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1833 - 16 décembre 1993 - 6 F

D 1833 EL SALVADOR: TRÈS DIFFICILE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Alors que se profilent les élections présidentielles de mars 1994, le climat politique s'est gravement détérioré depuis octobre 1993. On assiste en effet au retour en force des escadrons de la mort qui visent en particulier des membres du nouveau parti issu du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). 357 assassinats leur sont attribués depuis le début de l'année. Dans une déclaration du 15 novembre 1993 - pour le 4e anniversaire de l'assassinat des jésuites - l'Université centro-américaine de San Salvador analyse la gravité de la situation et parle de non application des recommandations de la Commission de la vérité de l'ONU (cf. DIAL D 1763 et 1770).

Parallèlement, en octobre dernier, la presse nord-américaine faisait état de la "déclassification", sous la pression du Congrès, de quelque 12.000 documents du Département d'État, de celui de la défense et de la CIA sur la situation salvadorienne sous les gouvernements Reagan et Bush (cf. DIAL 1780), et en particulier sur les escadrons de la mort. Ci-dessous, déclaration du 15 novembre 1993 de l'Université centro-américaine.

Note DIAL

NOUS SOMMES EN CRISE: LE PASSÉ DÉFIE L'AVENIR

En 1990, à Genève, le gouvernement et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) se sont engagés à négocier la fin de la guerre, et pour cela signer un cessez-le feu, défendre les droits de l'homme et démocratiser El Salvador. Ces trois engagements sont à la base des accords de paix signés deux ans plus tard, en 1992. Leur non respect, à la veille des élections générales de 1994, est à l'origine de la crise la plus grave que connaisse aujourd'hui le pays.

Les "escadrons de la mort" et leurs opérations criminelles des dernières semaines contre des responsables et des membres du FMLN, les menaces de mort contre les candidats de l'opposition aux élections, les bombes incendiaires, les manifestations de rue, les menaces des uns et des autres, l'irresponsabilité du gouvernement face à la violation du droit à la vie des citoyens et à leur droit à la vie privée: tout cela, ramassé sur deux semaines, n'a pas seulement ravivé de manière brutale un passé que d'aucuns estimaient révolu, mais a également mis en pleine lumière la gravité des attermolements et de la non application des dispositions des accords de paix, faisant ainsi traverser au processus de transition sa crise la plus aiguë.

1. Le cessez-le-feu

La fin de la violence n'a pas été totale. Même s'il a été formellement mis un terme à la guerre, les "escadrons de la mort" n'ont fait l'objet d'aucune investigation ni d'aucun démantèlement de la part de l'Etat salvadorien. Ils ont poursuivi leurs opérations de guerre sale. Il semblerait que les "escadrons de la mort" cherchent à décimer le FMLN dans le double but de régler des comptes et de lui retirer toute force politique. C'est ainsi que ces groupes continuent d'endeuiller la famille salvadorienne et de rendre la réconciliation impossible.

Rien de tout cela ne se produirait si le gouvernement salvadorien avait suivi les recommandations de la Commission de la vérité concernant les nécessaires investigations sur les "escadrons de la mort"; si le gouvernement des Etats-Unis avait fait preuve de diligence et, au moment opportun, dit la vérité sur leur existence; si l'ONUSAL¹ avait été plus ferme envers le gouvernement sur ce point au lieu de toujours temporiser; si le FMLN n'avait pas fait preuve de négligence, du moins publiquement, dans le respect des accords; et si la société civile avait mieux compris la portée des accords et le rôle qui lui revenait en la matière.

La démilitarisation, qui fait également partie de la fin de la guerre, n'a elle aussi été que partielle. Bien que l'armée ait réduit de moitié ses effectifs et qu'elle ait dissous les corps de sécurité, sauf la police nationale, elle a par ailleurs élargi et renforcé son appareil militaire, et conservé ses services de renseignement. L'armée ne s'est pas non plus ajustée à la nouvelle mission que lui assigne la Constitution. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas regagné ses casernes, et que nous la voyons continuer de patrouiller et se livrer à des tâches civiques qui ne sont pas de sa compétence, et cela avec l'aval du président de la République, son commandant en chef. Le FMLN a eu beaucoup de mal à remettre toutes ses armes.

2. La défense des droits de l'homme

Cet engagement suppose que l'Etat remplisse rigoureusement son devoir de garantir la vie de citoyens en enquêtant sur les crimes, en rendant la justice et en appliquant les sanctions prévues par la loi. Pourtant ce qui caractérise l'Etat actuel c'est l'inexistence d'investigations et l'inefficacité du système judiciaire. Il faut absolument enquêter à fond pour mettre fin à l'action des "escadrons de la mort", au crime organisé et à la délinquance ordinaire.

Le procureur chargé de la défense des droits de l'homme et la police nationale civile sont les institutions déterminantes pour le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi les retards dans la formation et le déploiement de la police nationale civile², l'absence de financement approprié de la part du gouvernement et de la communauté internationale, et le manque de soutien de la part de puissants milieux de l'armée ont fait que les centres urbains les plus importants restent sous le contrôle de la police nationale pendant les élections. Cette police n'a pas été supprimée après la constitution du nouveau gouvernement, ce qui a permis à un gouvernement de droite de trouver la manière de la conserver. Par contre là où la police nationale civile a été déployée, elle a reçu le soutien de la population car elle a su gagner sa confiance.

1) Les "escadrons de la mort"

L'existence de ces groupes armés agissant illégalement et en toute impunité mérite un traitement particulier, en raison non seulement du rôle déstabilisateur et répressif qu'ils ont joué dans le passé, mais également de leurs liens, passés et actuels, avec certains milieux de l'armée et de la police nationale, ainsi que de leur détermination à bloquer le processus de paix.

Au début, leurs crimes ont été attribués à une délinquance ordinaire. Mais bien vite la droite a dû chercher d'autres explications pour détourner l'attention qui se portait inévitablement sur elle. C'est alors que certains de ses porte-parole se sont appliqués à établir artificiellement un lien entre les dénonciations de l'archevêché et l'existence des "escadrons", laissant ainsi entendre qu'il y avait un rapport de cause à effet. Un autre argument spécieux a été avancé pour dire que les assassinats correspondaient à une vague de purges internes au FMLN, alors que celui-ci n'a jamais réglé sa conduite sur ce type d'agissements, et encore moins depuis qu'il a fait le choix clair et public de la démocratie et du pluralisme politique. Rappelons, par ailleurs, que l'assassinat de Mgr Romero, celui des jésuites et même les enlèvements avaient en leur temps été attribués au

¹ Mission de paix de l'ONU en El Salvador, prévue par les accords de paix (NdT).

² L'un des points essentiels de l'accord de paix de 1992 est la dissolution de la "police nationale" sous obédience militaire, et la création d'une "police nationale civile" (NdT).

FMLN. Par contre, il est tout à fait légitime de s'interroger sur le lien pouvant exister entre ces groupes et les conflits à l'intérieur de l'Alliance républicaine et nationale (ARENA)³.

Comme par le passé, des milieux militaires mécontents en sont revenus à faire alliance avec les milieux les plus rétrogrades de la droite pour engager ce qui leur semble être l'ultime bataille et bloquer le processus de transition. Ces militaires n'acceptent pas le nouveau rôle des forces armées dans une société démocratique et ils ont peur que, si les forces démocratiques conquièrent davantage d'espace dans le gouvernement et à l'Assemblée législative, un consensus élargi s'établisse pour approfondir d'autant la réforme de l'armée.

Le mécontentement de la droite déstabilisatrice pourrait venir de sa relative marginalisation par la droite financière et industrielle. Elle a été privée par la seconde des bienfaits de la politique économique néolibérale et elle ne semble guère préparée à affronter les transformations inévitables résultant de l'intégration centro-américaine. En effet, le capital modernisant représenté par les milieux proches du président Cristiani aurait profité des politiques néolibérales pour affaiblir le pouvoir économique de ce capital attardé, tout en se préparant à entrer dans l'étape de l'intégration économique. En cette matière, le contrôle de la banque et du crédit est l'outil décisif pour atteindre ce double objectif. La droite modernisante apporte son soutien aux accords de paix, elle est d'accord pour moderniser les structures du pouvoir et, sûre qu'elle est d'elle-même, elle n'a pas peur de côtoyer le FMLN. Mais de son côté la droite rétrograde s'estime menacée. Sa position traditionnelle de pouvoir et de privilège est gravement mise en danger.

Étant donné que les candidatures aux élections du parti au gouvernement ne satisfont pas les mécontents ni ne garantissent leurs positions, les militaires et les capitalistes qui sont dans l'impossibilité de comprendre les nouvelles données ont donc relancé leurs anciennes alliances pour combattre ouvertement le processus de transition avec les "escadrons de la mort". Hier ils les avaient lancés pour anéantir des ennemis politiques; aujourd'hui ils les relancent pour empêcher tout changement structurel qu'appelle la phase de transition.

2) La nécessité d'une investigation

Pour ce qui est de cette année-ci, selon le suivi de la presse écrite assuré par l'Institut des droits de l'homme de l'Université centro-américaine (IDHUCA), on enregistré 357 assassinats qui ne peuvent pas être attribués à la délinquance ordinaire, 304 étant l'oeuvre d'"inconnus" et 53 d'"escadrons de la mort". Selon cette même source, les derniers mois ont vu la moyenne alarmante de 114 assassinats par mois. C'est dire qu'en El Salvador il meurt actuellement plus de gens qu'en Haïti et même qu'au Nicaragua.

Une telle réalité exige un "ça suffit!" énergique qui ne dispense personne de sa responsabilité. Tant qu'il ne sera pas mis fin à cette violence, il est impossible de demander à la population d'avoir confiance dans le caractère constitutionnel de l'Etat. Mais celui-ci a fait preuve de manque de volonté politique d'investigation, comme le démontre le fait qu'il ait transféré les membres des corps de sécurité dissous dans les rangs de la police nationale et de ses différents services de renseignement. Le fonctionnement et la modernisation de l'Etat dépendent d'une telle volonté politique, laquelle n'existe toujours pas.

Pour combattre efficacement les "escadrons de la mort", l'investigation ne doit pas être limitée aux assassinats de dirigeants du FMLN ou de ses membres. Elle doit concerner tous les assassinats commis depuis la signature des accords attribués tant à des "inconnus" que directement aux "escadrons de la mort". Il faut de même que l'investigation porte sur l'activité des "escadrons" pendant la guerre civile, ainsi que le recommande la Commission de la vérité. Nous ne devons pas oublier que cette investigation a un double objectif: tirer au clair les

³ Actuel parti de gouvernement (NdT).

assassinats et exposer les membres de ces groupes à l'opinion publique et à la justice. Si on limite l'investigation, certains cas seront sans doute tirés au clair, mais il est plus que probable qu'on ne rompra pas avec le passé et qu'on laissera le pays aux mains d'intérêts puissants et obscurs.

La vérité est essentielle à la transition démocratique. Pour la découvrir nous disposons déjà de quelques pistes dans la version complète du rapport de la Commission de la vérité sur la question, dans l'information dont dispose les agences gouvernementales des Etats-Unis, et dans les témoignages des anciens membres des "escadrons" actuellement emprisonnés dans le pays.

En dépit de tout cela il reste à savoir si, les coupables étant identifiés, le gouvernement sera capable de faire fonctionner la justice. Dans le cas des jésuites dont nous commémorons le quatrième anniversaire de l'assassinat, comme dans la majorité des autres cas qui font l'objet d'enquêtes, le gouvernement ne s'y est aucunement risqué. Il a préféré prendre la voie d'une amnistie inopportune, anticonstitutionnelle et contre-productive. L'expérience a démontré que l'amnistie ne garantit aucunement le respect des droits de l'homme ni la stabilité institutionnelle du pays.

L'amnistie élimine toute possibilité de parvenir à la vérité judiciaire. Mais elle ne pourra jamais faire disparaître la certitude morale inscrite dans la conscience nationale car celle-ci n'oublie pas ce qui s'est passé et connaît ceux qui en sont responsables. S'il n'est probablement pas possible de prouver juridiquement telle ou telle accusation, il est cependant certain que l'information qui se répand vient confirmer ce qu'on sait déjà. Tant qu'il ne sera pas regardé en face, le passé continuera de défier l'avenir.

3. La démocratisation

La démocratisation ne se réduit pas aux joutes électorales. Les accords de paix sont plus démocratiques que les élections elles-mêmes. Si les dispositions des accords avaient été mises en oeuvre tel que prévu, les élections pourraient en constituer l'aboutissement. Mais dans l'actuelle situation d'atermoiements et de non application de certaines dispositions importantes, avec un tiers de la population non inscrite sur les listes électorales, avec la terreur résultant de l'insécurité généralisée et de l'action des "escadrons", il est très difficile de parler d'élections libres et propres.

Ce sombre tableau serait incomplet si nous n'ajoutions que le gouvernement actuel laisse plus de pauvres et de pauvreté que le gouvernement antérieur. On sait que le produit intérieur brut (PIB) a augmenté, mais il n'a pas été suffisant pour contrebalancer le taux de croissance démographique. Aussi le rapport PIB/population se retrouve-t-il le même que pour la décennie des années soixante. La distribution de la richesse nationale est toujours aussi injuste que par le passé, ce qui fait qu'à la mort violente et à la mort prématurée s'ajoute la mort lente des appauvris.

Les transferts de terres et les autres programmes de réinsertion n'ont pas fonctionné comme prévu par les accords. Le forum de concertation nationale n'a pas pu aboutir à une plate-forme de concertation en raison de l'anti-syndicalisme du gouvernement et de l'entreprise privée, d'une part; et d'autre part, de la faiblesse des milieux salariés. Il s'ensuit que le seuil minimal de la démocratie n'a même pas été atteint.

Si l'on fait un bilan du processus de paix en fonction de la réalité et de la dernière communication du secrétaire général du Conseil de sécurité, le solde est dans le rouge. Le rouge des atteroiements, de la non application et des difficultés; et le rouge du sang qui continue d'être versé de façon criminelle. On peut tout simplement en conclure, à la veille de la campagne électorale, que le processus est en crise. El Salvador se trouve dans une situation critique car la mort violente et la pauvreté y prospèrent, mais un voile de silence recouvre tout cela afin

d'échapper aux responsabilités et d'éviter les vraies solutions. Le pays semble revenu à des temps prétendument révolus. Le passé n'en reste pas moins toujours présent, sans possibilité aucune d'oeuvrer à la démocratisation du pays.

Pour l'essentiel, le mensonge et l'occultation de la réalité continuent. Le pays n'a pas retenu les leçons du passé et le rapport de la Commission de la vérité n'a toujours pas provoqué les transformations structurelles espérées. L'inertie, l'accommodement et le scepticisme ont grandement facilité l'occultation de la réalité. Mais il y a eu aussi comme une volonté de s'illusionner au sein de l'ONUSAL et de la communauté internationale. Il s'en est suivi que les gouvernants, les citoyens et la communauté internationale ont eu tendance à user de faux fuyants devant ce qui se passait vraiment afin de n'avoir pas à s'interroger sur leurs responsabilités et à constater que la voie choisie ne conduit aucunement au règlement des problèmes fondamentaux du peuple salvadorien.

4. Il est possible de vivre autrement

En ces temps d'anniversaire des martyrs du peuple salvadorien et de ceux de l'Université centro-américaine, il est utile de rappeler que les parties qui ont signé les accords de paix, tout comme le peuple dans son ensemble, voulaient mettre fin à la guerre et édifier une société très différente de la précédente - au moins sur le papier, pour ce qui est du gouvernement. Cela veut dire que le gouvernement s'était engagé à rompre définitivement par rapport au passé et à jeter les bases d'une société plus juste; le FMLN, à rendre effectif le potentiel des accords en matière de conscientisation et d'humanisation; et le peuple, à exiger des deux précédents le respect intégral des engagements pris. C'est la seule façon de passer de la phase de la négociation à celle de la réconciliation.

Il est essentiel de faire fructifier le meilleur de la tradition salvadorienne, en particulier l'apport de ses martyrs. Ils ont vécu et donné leur vie pour que nous sachions tous, en définitive, qu'"il est possible de vivre autrement". Dans un pays comme le nôtre, une société civile et démocratique nouvelle n'a d'avenir que si elle garantit d'abord la vie à tous les Salvadoriens, tout spécialement aux masses populaires. Proclamer qu'on veut la liberté, la justice et l'amour n'est qu'un miroir aux alouettes si on ne jette pas les bases et les conditions de leur mise en oeuvre.

Le sang versé par les martyrs que nous commémorons aujourd'hui nous infuse un nouvel élan dans notre combat. Il est évident que nous sommes encore loin de la société que nous voulons, mais nous sommes et continuons d'être un peuple porté par l'espoir. Le pire qui pourrait nous arriver serait que disparaisse ou qu'on parvienne à nous faire oublier ou à nous voler le meilleur de ce que nous avons engendré au cours des vingt années passées: notre espoir et notre utopie. Les martyrs en ont donné un témoignage exemplaire par leur mort, mais d'abord par toute leur vie. Nombre d'entre eux ont vécu leur mort dans la continuité de leur vie, en nous apprenant qu'il est possible de vivre autrement.

El Salvador a besoin de gens vivant d'espoir, de vérité, de créativité et d'engagement. Il a besoin de leaders comme Mgr Romero et le Père Ellacuría. Il a besoin de bonnes personnes, de gens dévoués comme la multitude innombrable de nos martyrs et témoins. Tout cela, en El Salvador, nous l'avons. Si nous en venions à oublier les martyrs, nous serions alors ingrats envers eux, cruels envers les pauvres et insensés par rapport à nous-mêmes. La réconciliation de la famille salvadorienne passe nécessairement par la reconnaissance de ses martyrs.

Le comité directeur de l'Université centro-américaine de San Salvador
le 15 novembre 1993, 4e anniversaire des martyrs de l'UCA

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Étranger 430 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441